



Exercices et cas pratiques CAS I

JurisMedX | Révision CAS I | Édition du 19 octobre 2026

Livret étudiant. Seize exercices de raisonnement et huit dossiers approfondis avec variantes. Les situations sont fictives et indépendantes des sujets officiels. Corrigés dans un fichier séparé.

Consigne commune : répondre par une règle, son application et une conclusion. Citer les références utiles sans recopier tous les articles. Identifier les faits manquants et formuler des hypothèses au lieu de les inventer. Les dossiers sont prévus pour 50 à 60 minutes ; les exercices pour 8 à 12 minutes. La variante ajoute 10 minutes et n'est pas incluse dans les 20 points du dossier.

Exercices de raisonnement

E01 Module 1

Une fiche cite la LPD de 1992 pour une transmission effectuée en octobre 2026. Donnez les trois contrôles à faire et reformulez la référence de travail.

E02 Module 1

Un mémoire résout le cas hospitalier uniquement par « art. 398 CO ». Reconstituez les étapes manquantes en cinq lignes.

E03 Module 2

Une commission attribue les soins par ordre d'arrivée sans exception. Construisez un argument favorable et deux objections juridiques.

E04 Module 2

« Le droit à la santé oblige l'État à rembourser tout traitement. » Corrigez en distinguant trois fondements.

E05 Module 3

Rédigez une information au patient qui envisage de refuser un soin utile mais non urgent. N'inventez pas de chiffres médicaux.

E06 Module 3

Un formulaire dit « le patient assume tous les risques et renonce à ses droits ». Que faut-il distinguer avant de lui attribuer un effet ?

E07 Module 4

Un patient âgé refuse et comprend les conséquences. Le dossier indique seulement « refus donc démence ». Réécrivez l'évaluation attendue.

E08 Module 4

L'enfant d'une patiente allophone insiste pour tout traduire alors qu'un conflit existe. Proposez une démarche en quatre étapes.



E09 Module 5

Classez représentant anticipé, frère, curateur médical, conjoint et descendant selon l'art. 378 ; précisez une limite de l'exercice.

E10 Module 5

« Placé donc traitable de force ». Réfutez en citant les deux décisions et une garantie de recours.

E11 Module 6

Une secrétaire envoie à un confrère l'intégralité du dossier au motif qu'il est médecin. Donnez deux contrôles juridiques et une mesure concrète.

E12 Module 6

Une équipe applique automatiquement « 72 heures » à toute perte de données sous la LPD. Réécrivez la règle et la décision à documenter.

E13 Module 7

Un patient exige une indemnité au seul motif que la complication figurait dans le formulaire. Construisez deux branches d'analyse.

E14 Module 7

Écrivez trois questions utiles pour un expert dans un dossier d'infection après infiltration.

E15 Module 8

Un couple confond autorisation du DPI et choix libre du sexe. Rédigez une réponse en trois phrases.

E16 Module 8

Une patiente capable refuse une ventilation ; sa sœur exige de passer outre pour éviter toute responsabilité. Donnez la solution de principe et deux vérifications.



C01 La clinique et le mauvais défendeur

Module 1 | 20 points | 50 à 60 minutes

Nora subit en 2026 une intervention programmée à l'Hôpital des Rives, établissement autonome chargé par un canton d'un mandat public. Elle a choisi une chambre privée et signé un formulaire portant seulement « conditions générales hospitalières ». Le chirurgien est salarié. Une lésion nerveuse entraîne quatre mois d'arrêt de travail. Le dossier comporte un formulaire de consentement général mais aucun compte rendu de l'entretien. Nora veut réclamer 80 000 francs directement au chirurgien et vous remet un commentaire juridique de 2011. Un collaborateur affirme que la chambre privée impose le Code des obligations. La loi cantonale applicable et les conditions générales complètes ne sont pas encore au dossier. Aucun fait ne permet de conclure à une erreur technique. Vous devez préparer une note d'orientation, sans inventer le droit cantonal.

Travail demandé

1. Qualifier les questions et dresser la liste des sources à obtenir avant de désigner le débiteur (5 points).
2. Construire deux hypothèses de régime et expliquer ce que change la chambre privée (5 points).
3. Organiser la recherche juridique et probatoire sur les deux fondements possibles de responsabilité (5 points).
4. Rédiger une conclusion opérationnelle distinguant ce qui est établi de ce qui reste à vérifier (5 points).

Variante

Le chirurgien exerçait dans son cabinet privé et la patiente y avait conclu directement le contrat. Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Pourquoi votre première réponse doit-elle être conditionnelle alors que la patiente souhaite une action immédiate ?

**C02 La règle des quatre vingts ans**

Module 2 | 20 points | 50 à 60 minutes

Un hôpital public adopte une consigne limitant l'accès à un traitement intensif coûteux. Tous les patients de plus de 80 ans en sont exclus, sauf autorisation personnelle du directeur. Le texte ne mentionne ni pronostic, ni alternatives, ni procédure de réexamen. La direction invoque le manque de lits et un vote favorable de son comité consultatif de patients. Malik, 81 ans, présente un pronostic favorable selon l'équipe. Jeanne, 49 ans, souffre d'une pathologie réduisant fortement le bénéfice attendu. Une seule place est immédiatement disponible. Les deux patients souhaitent être traités. Aucune règle légale spéciale de triage n'est fournie. Vous ne devez pas décider médicalement à la place de l'équipe.

Travail demandé

1. Identifier les droits et les questions de comparaison (5 points).
2. Appliquer le contrôle juridique à la consigne sans nier la pénurie (5 points).
3. Expliquer ce que change le comité de patients et distinguer éthique et droit (5 points).
4. Proposer une procédure immédiate et une politique révisée (5 points).

Variante

Une règle retient le pronostic à court terme plutôt que l'âge, mais sans expliquer comment il est calculé.

Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Comment reconnaître une pénurie réelle sans transformer les contraintes budgétaires en justification automatique ?



C03 La signature et la main de la musicienne

Module 3 | 20 points | 50 à 60 minutes

Élise, violoniste professionnelle de 34 ans, consulte un chirurgien privé pour une compression nerveuse. Une opération peut soulager les douleurs ; une prise en charge conservatrice et un report de quelques mois restent possibles. Lors d'un entretien de dix minutes, le médecin explique le bénéfice attendu et parle de « petits risques habituels ». Il ne mentionne pas un risque peu fréquent mais grave d'atteinte durable de la motricité fine. Élise précise pourtant qu'une audition professionnelle décisive aura lieu dans six semaines. Elle signe le jour même un formulaire général puis est opérée le lendemain. La technique est conforme aux règles de l'art mais le risque se réalise. Le médecin soutient qu'elle aurait accepté de toute façon et que sa signature clôt le débat.

Travail demandé

1. Qualifier les fondements et analyser l'information requise (5 points).
2. Appliquer la règle de preuve à la signature et à l'entretien (5 points).
3. Discuter concrètement le consentement hypothétique et les arguments des deux parties (5 points).
4. Formuler la conclusion et les preuves nécessaires sans garantir l'issue (5 points).

Variante

La lésion est imminente, irréversible sans intervention dans l'heure, et Élise est inconsciente. Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Pourquoi une intervention conforme aux règles de l'art peut-elle encore engager la responsabilité ?

**C04 La patiente que tout le monde croit représenter**

Module 4 | 20 points | 50 à 60 minutes

Amira, 17 ans, vit avec une déficience auditive et parle peu français. Elle consulte pour un traitement non urgent comportant deux options aux effets secondaires différents. Sa mère traduit, répond à sa place et exige une option contraceptive que la jeune femme semble repousser. Une note administrative indique « mineure migrante, consentement parental suffisant ». Avec un support écrit adapté, Amira explique les deux options et leurs conséquences et demande à parler seule à la soignante. À l'accueil, on lui annonce que son statut de séjour incertain exclut toute aide. Variante distincte : un homme de 72 ans détenu refuse un médicament ; la direction demande une injection pour faciliter la surveillance, sans évaluation documentée de son discernement.

Travail demandé

1. Identifier les automatismes erronés et organiser une évaluation valable (5 points).
2. Déterminer la place de la jeune patiente et de la mère dans la décision et l'information (5 points).
3. Analyser l'annonce relative au séjour sans promettre une couverture universelle (5 points).
4. Résoudre séparément la variante pénitentiaire (5 points).

Variante

Amira ne parvient pas à comprendre les conséquences malgré des adaptations adéquates.

Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Comment protéger une personne vulnérable tout en préservant sa capacité de décider ?



C05 Trois décisions autour de Paul

Module 5 | 20 points | 50 à 60 minutes

Paul, 76 ans, est hospitalisé pour une infection somatique. Un état confusionnel l'empêche provisoirement de comprendre les décisions complexes ; cette incapacité est documentée pour le traitement envisagé. Des directives datées et signées désignent son amie Léa et refusent une ventilation invasive en cas de maladie irréversible terminale. Son épouse, séparée et sans contacts depuis quatre ans, exige « tout faire ». Son fils, qui le visite chaque semaine, s'y oppose. Les médecins estiment l'infection réversible et proposent une intervention non urgente. La nuit suivante, une aggravation impose une décision en quelques minutes alors que Léa est injoignable. Dans une troisième situation distincte, Paul est placé dans un établissement psychiatrique pour un trouble psychique ; l'équipe souhaite imposer un traitement planifié et invoque seulement le PAFA.

Travail demandé

1. Déterminer la portée des directives et le représentant pour l'intervention somatique (5 points).
2. Résoudre le conflit familial et rappeler le critère de la décision représentée (5 points).
3. Analyser l'aggravation urgente et les traces à conserver (5 points).
4. Exposer les conditions du traitement psychiatrique imposé et ses garanties (5 points).

Variante

Paul retrouve le discernement pour cette décision et refuse lui-même l'intervention.

Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Quelle différence faites-vous entre directives non applicables au cas et directives valablement écartées selon l'art. 372 ?

**C06 Le fichier parti chez le mauvais destinataire**

Module 6 | 20 points | 50 à 60 minutes

Un cabinet privé transmet par erreur à une entreprise partenaire un fichier contenant noms, diagnostics psychiatriques et numéros de téléphone de 180 patients. Le destinataire affirme l'avoir supprimé, sans preuve ; un lien de téléchargement reste actif. Une patiente demande copie de ses données et des destinataires. Son employeur, qui finance une assurance collective, réclame le même dossier. Un policier téléphone et demande l'historique d'un autre patient « pour gagner du temps ». Le cabinet utilise aussi un prestataire de télémédecine qui conserve les données à l'étranger. Le responsable affirme qu'un contrat avec le prestataire et une clause de consentement générale dispensent de tout contrôle. Variante : les mêmes traitements sont effectués dans un service d'un hôpital cantonal public.

Travail demandé

1. Qualifier les règles cumulatives et traiter l'incident immédiatement (5 points).
2. Analyser l'annonce de violation et l'information des personnes (5 points).
3. Répondre séparément aux demandes de la patiente, de l'employeur et de la police (5 points).
4. Contrôler sous-traitance, étranger et variante publique (5 points).

Variante

Le fichier ne comporte plus de noms mais conserve des combinaisons rares permettant une réidentification.

Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Quel risque reste à traiter même après la suppression annoncée par le destinataire ?



C07 Complication ou défaut de diligence

Module 7 | 20 points | 50 à 60 minutes

Dans un cabinet privé, Marc reçoit une infiltration intra articulaire puis développe une infection sévère. Il perd plusieurs mois de revenus. Le médecin affirme avoir respecté les mesures d'asepsie, mais le dossier ne précise ni les précautions prises ni la substance employée. Une expertise privée juge l'infection compatible avec un risque résiduel, sans avoir accès au protocole du cabinet. Le formulaire signé cite le risque infectieux ; aucun entretien n'est décrit. Marc réclame 120 000 francs, dépose une plainte pénale et veut saisir l'autorité disciplinaire. L'assureur soutient que la signature exclut toute responsabilité et qu'une décision pénale est nécessaire avant toute réparation civile. Aucun jugement n'a été rendu.

Travail demandé

1. Séparer les responsabilités et poser les conditions du régime civil (5 points).
2. Analyser dossier, asepsie et portée de l'expertise sans automatisme probatoire (5 points).
3. Traiter information, dommage et causalité (5 points).
4. Proposer une stratégie de preuve et discuter les deux affirmations de l'assureur (5 points).

Variante

Le dossier décrit précisément toutes les mesures recommandées et une expertise indépendante exclut un manquement.

Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Pourquoi le risque infectieux accepté et la faute d'asepsie doivent-ils être traités séparément ?



C08 Quatre demandes au service de médecine reproductive

Module 8 | 20 points | 50 à 60 minutes

Le service reçoit quatre situations indépendantes. A. Une femme capable de discernement demande par écrit une IVG à dix semaines depuis le début des dernières règles et invoque une détresse ; son conjoint s'y oppose. B. Un couple de femmes mariées demande un don de sperme et souhaite sélectionner un embryon uniquement pour choisir le sexe de l'enfant. C. Un couple demande un don d'ovules en Suisse en se fondant sur un communiqué annonçant une révision législative. D. Une patiente adulte atteinte d'une maladie avancée refuse désormais une ventilation et demande un soulagement de ses symptômes. Son frère affirme que tout arrêt de traitement constitue un homicide ; un autre proche demande au médecin de faire lui-même un geste destiné à donner la mort. Les situations sont à résoudre sous le droit applicable, sans confondre projet de réforme et loi entrée en vigueur.

Travail demandé

1. Traiter A et les limites de la règle des douze semaines (5 points).
2. Traiter B et distinguer accès au don et sélection embryonnaire (5 points).
3. Traiter C avec une méthode d'actualité juridique et le texte consulté (5 points).
4. Traiter D en distinguant les qualifications et les garanties cliniques (5 points).

Variante

La patiente D est incapable de discernement et ses directives sont ambiguës.

Expliquez ce qui change dans votre raisonnement en 150 mots. Ne recommencez pas tout le cas.

Relance orale

Pourquoi le même consentement n'a-t-il pas le même effet juridique dans toutes ces situations ?